



Conseil d'administration

À:

Son Excellence M. Iván Duque Márquez, président de la République de Colombie

Maha Abdullah
*Cairo Institute for Human
Rights Studies,
Palestine*

CC:

Son Excellence Mme Marta Lucía Ramírez, Vice-présidente de la République de Colombie

Binota Moy Dhamai
*Asia Indigenous Peoples Pact,
Thaïlande*

Votre honneur Daniel Palacios Martínez, ministre de l'Intérieur

Votre honneur M. Wilson Ruiz Orejuela, Ministre de la justice

Votre honneur M. Diego Andrés Molano Aponte, ministre de la défense

Irene Escorihuela Blasco
*Observatori DESC,
Espagne*

Votre honneur M. Francisco Roberto Barbosa Delgado, Procureur général de la nation

Votre honneur Mme Margarita Cabello Blanco, Procureure générale de la nation

Votre honneur M. Alfonso Campo Martínez, Directeur de l'unité de protection nationale

Priyanthi Fernando
*International Women's Rights
Action Watch Asia Pacific,
Malaisie*

Votre honneur M. José Ricardo Orozco Valero, Gouverneur de Tolima

Votre honneur Mme Gavi Andrea Gómez Angarita, Médiatrice, Tolima

Votre honneur M. Andrés Fabián Hurtado Barrera, maire d'Ibagué

Fernanda Hopenhaym
*Project on Organizing,
Development, Education, and
Research,
Mexique*

Votre honneur Mme Juliette de Rivero, Représentante du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits humains en Colombie

Votre honneur Mme Mary Lawlor, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseur/euse-s des droits humains

Votre honneur M. David Boyd, rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains et l'environnement.

Ryan Schlieff
*International Accountability
Project,
États-Unis*

S'bu Zikode
*Abahlali baseMjondolo,
Afrique du Sud*

Chris Grove
Directeur exécutif

Objet : Nouvelles menaces attribuées au groupe connu sous le nom de Águilas Negras visant des défenseur/euse-s des droits humains et des dirigeants politiques à Tolima.

11de Agosto, 2021

Votre Excellence:

Nous vous écrivons depuis le Réseau-DESC - Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels - pour vous faire part de notre profonde inquiétude concernant les menaces attribuées au groupe paramilitaire connu sous le nom de Águilas Negras envoyées par Whatsapp le 20 juillet 2021 à des défenseur/euse-s des droits humains et à des dirigeant-e-s politiques de Tolima, dont, entre autres, des membres du Réseau-DESC.

Le Réseau-DESC est le plus grand réseau mondial d'organisations, de mouvements et de militants qui se consacrent à la réalisation de la justice économique, sociale, culturelle et environnementale par le biais des droits humains. Le réseau est composé de plus de 280 organisations membres et de militants de 75 pays.

Les menaces sont contenues dans un pamphlet (ci-joint) portant le symbole d'un aigle portant deux fusils d'assaut au-dessus des mots "AGUILAS NEGRAS BLOCO CENTRO-SUR" [sic]. [Le pamphlet déclare que les défenseur/euse-s et les dirigeant-e-s politiques, dont plusieurs sont nommé-e-s, sont des "cibles militaires et à annihiler" et se termine par les mots suivants dans un style officiel : "VOUS ÊTES AVERTI-E-S !!!! [sic]

Les personnes menacées étaient:

L'ancien maire Guillermo Alfonso Jaramillo, le député renso garcia, Jaime tocora disque, écologistes, l'indien herminso vega de crid, les défenseur/euse-s des droits humains Luis duarte, marilus biscue, flor munera, Isabel pardo, Carlos gualteros, eduin enao, entre autres, les syndicats, ceux qui sont en ligne de front, tous les dirigeants des organisations sociales et autochtones, ceux du réseau des commissions des droits humains, tout ce qui sent la gauche et veut déstabiliser le pays, les dirigeants et les partis politiques qui soutiennent les communistes, qui soutiennent les candidats de gauche au congrès et à la présidence qui veulent changer les règles de ce pays. [sic]

Ces menaces s'inscrivent dans un contexte actuel et historique de violations des droits humains par des groupes paramilitaires en Colombie, notamment à Tolima, avec des allégations selon lesquelles ils seraient liés aux forces armées et à d'autres autorités en Colombie. Le rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires a cité les Águilas Negras dans la partie de son [rapport](#) de 2010 sur la Colombie décrivant des "nouveaux groupes armés illégaux", notant que leurs "groupes affiliés peuvent opérer dans pas moins de 24 départements". En effet, c'est déjà la deuxième lettre que nous adressons à votre Excellence pour dénoncer les menaces attribuées aux Águilas Negras à l'encontre des défenseur/euse-s des droits humains à Tolima, et y compris à l'encontre des membres du Réseau-DESC. Ces menaces s'inscrivent également dans le contexte des récentes manifestations en Colombie qui ont été violemment réprimées par les autorités. Dans une [déclaration publique en mai 2021](#), le Réseau-DESC a condamné la violence contre les manifestants en Colombie et a exhorté l'État à respecter les droits humains, citant les signalements de répression formulés par le [Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme](#), ainsi que par plusieurs organisations membres du réseau. Selon le rapport du HCDH, "entre le 28 avril et le 16 juin, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de

l'homme (HCDH) a enregistré des allégations faisant état de 56 décès, à savoir 54 civils et 2 policiers, dans le cadre des manifestations " .

Le manque de respect de l'État pour les droits humains des manifestants a donné confiance aux groupes d'extrême droite en Colombie, tels que les Aguilas Negras. Le pamphlet, dans une référence apparente au contexte actuel, accuse les personnes menacées d'être des "pyromanes" et de promouvoir le "désordre" et la "rébellion" .

Comme l'a [expliqué](#) la Commission interaméricaine des droits de l'homme à propos de la motivation légitime des manifestations, " [l]a Commission a constaté un large consensus entre les représentants de l'État et de la société civile quant aux causes du mécontentement qui étaient à la base des protestations, telles que la profonde inégalité dans la distribution des richesses, la pauvreté, l'extrême pauvreté et l'accès aux droits économiques, sociaux et culturels, en particulier l'éducation, le travail et la santé, de même que les niveaux élevés de violence et d'impunité, ainsi que la discrimination ethnique, raciale et de genre" .

Il est également important que les menaces soient comprises comme faisant partie d'un effort illégal visant à réduire au silence et à entraver la défense légitime des droits humains par les défenseur/euse-s des droits humains. Selon le [document](#) signé, entre autres, par le Comité Ambiental en Defensa de la Vida, membre du Réseau-DESC dont le personnel figure parmi les personnes menacées :

Dans tout le territoire de Tolima, l'extension du risque a représenté un affront à la participation politique, au droit d'opposition, à la liberté d'expression, à la protestation sociale et à la réunion pacifique, ainsi qu'aux mécanismes de participation qui ont réussi à faire entendre la voix du peuple, comme les consultations populaires, qui ont réussi à s'opposer à et à remettre en question le modèle extractiviste qui, pour l'élite, représente le développement.

Dans son [rapport](#) le plus récent, le HCDH :

a reçu des informations sur 49 meurtres de défenseurs des droits de l'homme (5 documentés et 44 en cours de vérification), à savoir 43 hommes et 6 femmes, dont 4 dirigeant-e-s afro-colombien-ne-s et 10 autochtones. En 2021, un total de 71 meurtres ont été signalés (7 documentés et 64 en cours de vérification), à savoir 63 hommes et 8 femmes, dont 24 leaders ethniques et 1 leader de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et intersexe (LGBTI).

De plus, le HCDH a mis en garde dans le même [rapport](#) contre:

Des menaces et des attaques contre des membres de partis politiques et des élu-e-s qui ont été signalées dans les départements d'Antioquia, Bogota, Caquetá, Chocó, Sucre et Valle del Cauca. Les partis concernés sont Alianza Verde, Centro Democrático, Colombia Humana, Comunes, Polo Democrático, Partido Conservador et Movimiento Alternativo Indígena y Social (MAIS).

Nous rappelons à votre Excellence que, parmi les autres normes internationales applicables, l'État colombien est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). La Colombie est tenue de garantir, entre autres, les droits à la vie et à l'intégrité personnelle ; ces droits comprennent une obligation générale d'enquêter sur toute violation commise par des acteurs étatiques et non étatiques, et à fournir une protection, par des mesures juridiques et/ou autres, à toute personne dont les droits à la vie et à l'intégrité personnelle sont menacés. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques reconnaît également le droit de réunion pacifique, le droit de s'associer librement avec d'autres et le droit de prendre part à la conduite des affaires publiques, des droits que l'État colombien doit garantir aux défenseur/euse-s de

l'environnement et des droits humains. La Colombie est également partie au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui reconnaît le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant, y compris le droit à un environnement sain et à la jouissance du meilleur état de santé physique et mentale possible, ainsi que le droit à l'eau et le droit à l'alimentation, entre autres. Dans le [rapport](#) sur sa récente visite en Colombie, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a recommandé à l'État de " [f]ortifier la garantie et la protection des [droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux] DESCE, en particulier les droits à la santé, à l'alimentation, à l'éducation, au travail et à la sécurité sociale, en mettant l'accent sur l'égalité et la non-discrimination, la participation des citoyens et la responsabilité qui favorise l'inclusion sociale et la création d'opportunités ". La Déclaration des Nations unies sur les défenseur/euse-s des droits humains détermine, entre autres normes, "la protection par l'autorité compétente de toute personne, individuellement ou en association avec d'autres, contre toute violence, menace, représailles, discrimination de facto ou de jure, pression ou toute autre action arbitraire en raison de l'exercice légitime de ses droits".

Compte tenu de la gravité des menaces et de l'urgence de prendre des mesures pour garantir les droits humains des personnes concernées, nous demandons à l'État colombien:

1. des mesures - si elles sont convenues avec les personnes menacées - nécessaires et appropriées pour garantir effectivement aux personnes menacées leur vie, leur intégrité personnelle et des conditions propices à la poursuite de leur travail;
2. une enquête rapide, indépendante, approfondie et efficace sur les faits allégués et des mesures pour que les auteurs répondent de leurs actes;
3. des mesures nécessaires et appropriées pour démanteler les groupes paramilitaires à Tolima et dans le pays;
4. la pleine garantie des droits humains des manifestants, la désescalade de la violence et la réparation des violations commises, entre autres demandes incluses dans notre [déclaration](#) de mai 2021;
5. la ratification de l'accord d'Escazú;
6. un dialogue effectif en réponse aux revendications sociales des manifestations et le plein respect des obligations de la Colombie en matière de droits économiques, sociaux, culturels, environnementaux, civils et politiques ; et
7. des informations détaillées sur les enquêtes et autres mesures officielles prises en réponse aux allégations attribuées aux Águilas Negras dans notre [première lettre](#), envoyée en 2019.

Respectueusement,



Chris Grove,
Directeur exécutif

Réseau-DESC- Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels

-0-

All Initiative Abahali baseMjondolo
Above Ground
Accountability Council
Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains (ACIDH)
ActionAid International
Adalah – The Legal Center for Arab Minority Rights in Israel
Advocates for International Development (A4ID)
African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS)
African Resources Watch (AfreWatch)
Al - Haq
Al-Marsad Golan
Al Mezan Center for human rights
Aliança para Promoção do Desenvolvimento da Comunidade de Hoji Ya Henda (APDCH) All-Ukrainian Public Organization “Foundation of Medical Law and Bioethics”
Alternative ASEAN Network on Burma (ALTSEAN Burma)
Amnesty International
Arab NGO Network for Development (ANND)
Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP)
Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)
Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)
Asociacion Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ)
Asociación para el Desarrollo Integral de las Víctimas de la Violencia en las Veraces, Maya Achi (ADIVIMA)
Asociación Pro Derechos Humanos
Asociación Q’ukumatz
Association for emancipation, solidarity and equality of women
Association for Law and Advocacy for Pastoralists (ALAPA)
Association for Women's Rights in Development (AWID)
Association Nigerienne de Défense des Droits de l’Homme, Niger (ANDDH)
Association of Environmental Lawyers of Liberia (Green Advocates)
Association Tunisienne des Femmes Démocrates (AFTD)
Avocats Sans Frontières
Awaj Foundation
Bangladesh Legal Aid & Services Trust (BLAST)
BAOBAB for Women's Human Rights
Bretton Woods Project
Bulgarian Gender Research Foundation
Canada without poverty
Center for Constitutional Rights
Center for Economic and Social Rights (CESR)
Center for Human Rights and Development in Rwanda (CHRD-Rwanda)
Center for Human Rights and Environment (CHRE)
Center for International Environmental Law (CIEL)
Center for Reproductive Rights (CRR)
Center for Women's Global Leadership (CWGL) | Rutgers University
Centre de Recherche sur l’Environnement, la Démocratie et les Droits de l’Homme (CREDDHO) Centre for Applied Legal Studies (CALs)
Centre for Democracy and Human Rights (CEDEM)
Centre for Economic Social Cultural Rights In Africa (CESCRA)
Centre for Equality Rights in Accommodation (CERA)
Centre for Human Rights and Development - Mongolia (CHRD-Mongolia)
Centre for the Sustainable use of Natural and Social Resources (CSNR)
Centro de Archivos y Acceso a la Información Pública (CAinfo)
Centro de Derechos Economicos y Sociales (CDES)
Centro de Derechos Humanos | Universidad Diego Portales
Centro de Derechos y Desarrollo (CEDAL)
Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS)

Centro por la Justicia y el Derecho Internacional (CEJIL)
Charter Committee on Poverty Issues
Chiadzwa Community Development Trust
Child Rights International Network (CRIN)
Citizen News Service (CNS)
Collectif des Femmes du Mali (COFEM)
Collective for Research & Training on Development - Action (CRTD.A)
Comisión Colombiana de Juristas (CCJ)
Comision Mexicana de Defensa y Promocion de los Derechos Humanos (CMDPDH)
Comité Ambiental en Defensa de la Vida
Conectas Direitos Humanos
Confederación Campesina del Perú (CCP)
Consejo de Pueblos Wuxhtaj
Conservación Investigación y Aprovechamiento de los Recursos Naturales (CIARENA) Construisons Ensemble le Monde (ONG CEM)
Coordinadora Andina de Organizaciones Indigenas
Corporación Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo (CCAJAR)
Corporate Accountability
Corporate Responsibility Coalition (CORE)
Defend Job Philippines
Dejusticia - Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad
Desarrollo, Educación Y Cultura Autogestionarios Equipo Pueblo A.C.
Due Process of Law Foundation (DPLF)
Dullah Omar Institute | University of the Western Cape
EarthRights International (ERI)
Economic and Social Rights Academic Network — UK-Ireland
Economic and Social Rights Centre (Hakijamii)
Economic, Social and Cultural Rights Asia (ESCR Asia)
Egyptian Association for Collective Rights
Egyptian Center for Civil and Legislative Reform (ECCLR)
Egyptian Center for Economic and Social Rights (ECESR)
Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)
Ekta Parishad
El Centro de Derechos Humanos de la Montaña “Tlachinollan”
Endorois Welfare Council (EWC)
EnGendeRights
Environmental Defender Law Center (EDLC)
Equis: Justicia para las Mujeres
Equitable Cambodia
Escuela Nacional Sindical (ENS)
Estudio Para La Defensa De Los Derechos De La Mujer (Demus)
European Anti-Poverty Network (EAPN)
European Roma Rights Centre
Federação dos Órgãos de Assistência Social e Educacional
Federation of women Lawyers - Kenya (FIDA - Kenya)
Femmes Côte d'Ivoire Experience (FCIEX)
FIAN International
Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO) Forum for the Protection of Public Interest (Pro Public)
Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES)
Foundation for the conservation of the Earth (FOCONE)
Franciscans International (FI)
Frente Autentico del Trabajo (FAT)
Front Line Defenders (The International Foundation for the Protection of Human R... Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho (FESPAD)
Fundacion Etnica Internacional (FEI)

Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables – FUNDEPS Fundacion Promocion Humana
Fundar- Centro de Análisis e Investigación
Georgian Young Lawyers' Association
Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (GI-ESCR)
Habitat International Coalition (HIC)
Harvard Law School Project on Disability
Human Dignity
Human Rights Action
Human Rights Law Centre (HRLC)
Human Rights Law Network (HRLN)
Inclusive Development International (IDI)
Initiative for Gender Equality and Development in Africa
Initiative for Social and Economic Rights (ISER)
Institut Prometheus pour la Démocratie et les Droits Humains (IPDDH) Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)
Institute for Human Rights and Development in Africa (IHRDA)
Institute for Justice & Democracy in Haiti (IJDH)
Instituto de Estudios Legales y Sociales del Uruguay (IELSUR)
Instituto de Estudos, Formação e Assessoria em Políticas Sociais (PÓLIS) Instituto de Formacion Feminina Integral (IFFI)
Instituto de Liderazgo Simone de Beauvoir
Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos (ILSA) Interamerican Association for Environmental Defense (AIDA)
International Accountability Project (IAP)
International Commission of Jurists (ICJ)
International Federation for Human Rights (FIDH)
International Human Rights Internship Program
International Network of Human Rights (RIDH)
International Women's Rights Action Watch Asia Pacific (IWRAW Asia Pacific) Just Associates (JASS)
Just Fair
Justiça Global
Justice Pour Tous (JPT)
Kairos - The Center for Religions, Rights and Social Justice
Karapatan
Kebekache Women Development & Resource Centre
Kenya Human Rights Commission (KHRC)
Kenya Land Alliance
Kituo Cha Sheria (Center for Legal Empowerment)
Observatoire de la Société Civile Congolaise pour les Minerais de Paix (OSCMP) Labour, Health and Human Rights Development Center (LHAHRDEV)
Law and Society Trust (LST)
Lawyers for a Democratic Society (MINBYUN)
Lawyers' Committee for Human Rights (YUCOM)
Legal Resource Center
Legal Resources Center - Ghana
Lok Shakti Abhiyan
Maison des Droits de l'Homme du Cameroun (MDHC)
Manushya Foundation
Media Mobilizing Project (MMP)
mines,minerals & PEOPLE (mm&P)
MiningWatch Canada
Minority Rights Group International
Movement for the Survival of the Ogoni People (MOSOP)
Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB)
Movimiento Unificado Francisco Sánchez-1932 (MUFRAS-32)
Movimientos Afrocolombiano CIMARRON

Nairobi Peoples Settlements Network (NPSN)
Narasha Community Development Groups
National Center for Advocacy Studies (NCAS)
Partners for Dignity and Rights (Formerly NESRI)
National Fisheries Solidarity Organization (NAFSO)
National Union of Domestic Employees (NUDE)
Natural Resource Women Platform
Natural Resources Alliance of Kenya (KeNRA)
Nazdeek
Network Movement for Justice and Development (NMJD)
New Women Foundation (NWF)
Občan, demokracia a zodpovednosť (CDA)
Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)
Observatoire de la Societe Civile Congolaise por les Minerias de Pais Observatori DESC - Drets Econòmics Socials i Culturals
Observatorio Ciudadano (OC)
Observatorio de Política Social y Derechos Humanos (OPSDH)
Observatorio de Política Social y Derechos Humanos de INCIDE Social, A.C Ogiek Peoples' Development Program (OPDP)
Organización Fraternal Negra Hondureña (OFRANEH)
Otros Mundos AC Chiapas
Pakistan Fisherfolk Forum
United Sisterhood Alliance
Video Volunteers (VV)
WITNESS
Women and Law in Southern Africa Research and Educational Trust (WLSA) Women in Law and Development in Africa (WiLDAF)
Women's Economic Agenda Project (WEAP)
Women's Rehabilitation Center (WOREC)
World Forum of Fisher People (WFFP)
World Organisation Against Torture (OMCT)
Zi Teng
Zimbabwe Environmental Law Association (ZELA)
Zimbabwe Women Lawyers Association
Alicia Ely Yamin
Anna Cody
Abdoul Aziz Niang
Adams Aswani
Alison Symington
Participation of the Practice of Rights (PPR)
People's Health Movement
People's Movement for Human Rights Learning (PDHRE)
Phenix Center
Plataforma Dhesca Brasil
Posco Pratirodh Sangram Samiti (PPSS)
Programa Venezolano de Educacion Accion en Derechos Humanos
Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights (PWESCR)
Project on Organizing, Development, Education, and Research (PODER)
Proyecto de Derechos Económicos, Sociales y Culturales (ProDESC)
Rencontre Pour La Paix Et Les Droits De L'Homme (RPDH)
Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire (REMESS)
Right To Education Initiative (RTE)
Right to Water Forum in the Arab Region (RWFAR)
Rights and Accountability in Development (RAID)
Sahmakum Teang Tnaut (STT)
Samahan Ng Manggagawang Kaagapy Sa Pag-Unlad

Samata
SAPCONE – Turkana People Organization
Section 27
Sierra Leone Network on the Right to Food (SiLNoRF)
Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (SNAPAP)
Social and Economic Rights Action Centre (SERAC)
Social Rights Advocacy Centre (SRAC)
Socio-Economic Rights Foundation (SRF)
Socio-Economic Rights Institute of South Africa (SERI)
Spaces for Youth Development and Social Change (Spaces For Change) (S4C)
STAR Kampuchea
Sustainable Development Foundation (SDF)
Tamkeen Fields for Aid
Tebtebba Foundation (Indigenous Peoples' Centre for Policy Research and Education)
Terra de Direitos
Thailand Burma Border Consortium (TBBC)
The Democracy & Workers' Rights Center in Palestine (DWRC)
The Democracy Center
The Jus Semper Global Alliance
The Program on Human Rights and the Global Economy (PHRGE) at Northeastern University School of Law
The Syrian Legal Development Programme (SLDP)
Tierraviva a los Pueblos Indigenas del Chaco
Unión de Trabajadoras Afrodescendientes del Servicio Doméstico - UTRASD
Ayman Bardawil
D.J. Ravindran
Danwood M Chirwa
David Kinley
Deborah Ewing
Dolamohan Singh Babu
Evelyne Schmid
Ganesh Devi
Ge Mingzhen
George Kent
Ingrid Gorre
Jacques Tshibwabwa Kuditshini
Julieta Rossi
K'nyaw Paw
Malcolm Langford
Mario Efraín Melo
Maureen Meyer
Murielle Mignot
Mrs. Patricia Ramírez Parra
Paulina Garzon
Raju Prasad Chapagai
Pemii Benedict
Rodrigo Bustos Bottai
Sarmila Shrestha
Suad Elias
Tara Melish
Tyler Giannini
Vincent Calderhead
Yves Lador
Mary Jane Real
Robert Robertson
Claire Mahon
Maria Herminia Graterol Garrido Lisa Pusey

Tessa Kahn
Rasha Jarhum
Jackie Dugard
Lillian Chenwi
Alison Gita Aggarwal
Aoife Nolan
Luis Vittor
Charlene May
Areli Sandoval Terán
Melania Chiponda
Ana Lucía Maya Aguirre